

16 et 17
novembre 2017

XIII^{èmes} Journées Françaises de l'Évaluation (JFE)

Programme

Mieux décider, mieux piloter

L'évaluation au service d'une nouvelle
intelligence de l'action publique

- Au village des artistes de Saint-Ouen (93) -

Attention : Nouveau lieu



*Ces journées s'adressent à la fois aux décideurs et pilotes de l'action publique,
aux praticiens de l'évaluation et à tous les professionnels, élus, citoyens
et chercheurs intéressés par ces questions.*

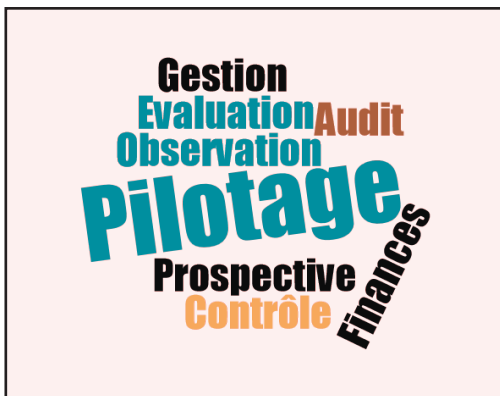


Société Française de l'Évaluation

L'évaluation, au cœur de l'actualité de l'action publique.

Le 16 novembre et le 17 novembre

Venez apprendre, débattre et partager
autour de 4 entrées :



L'action publique est confrontée à de nouveaux défis : évolutions des besoins et des attentes, globalisation des enjeux, révolution numérique, aspirations démocratiques en miroir à la défiance vis-à-vis des institutions, recompositions institutionnelles, contraintes sur les finances publiques... Les solutions traditionnelles sont interrogées par la complexité des enjeux économiques, sociaux et environnementaux. Si les réformes portent des objectifs de simplification et de clarification, les questions du sens de l'action publique et de l'égalité des citoyens et des territoires sont posées.

Dans ce contexte, les politiques publiques sont à la croisée des chemins : d'un côté, leur légitimité et leur utilité sont reconnues, de l'autre, leur efficacité, leur cohérence et leur efficience sont questionnées.

Ces enjeux imposent de développer une nouvelle intelligence de l'action publique et, pour cela, de renforcer le pilotage des politiques publiques et d'inventer de nouveaux rapports entre les citoyens et les institutions. Il s'agit de mieux comprendre la société, de développer des stratégies mieux ancrées dans les réalités, d'anticiper les changements par des approches prospectives, d'éclairer les décisions par des évaluations qui aident à réinterroger les objectifs et les modes d'intervention de l'action publique mais aussi d'adapter les politiques aux ressources disponibles, de veiller à l'efficacité du service public. Il s'agit aussi d'accompagner les évolutions des métiers et des pratiques professionnelles.

Au fil des ans, les institutions publiques se sont dotées de ressources humaines et d'outils et ont mis en œuvre des démarches dédiées au pilotage : observation, prospective, analyse de gestion, évaluation, conseil en organisation, contrôle de gestion, audit... qui posent des enjeux de complémentarité et d'articulation.

En partenariat avec :



Pour sa part, l'évaluation des politiques publiques a vu sa légitimité renforcée par l'implication de l'Etat et par les expériences de nombreuses collectivités. Le baromètre de l'évaluation 2016 réalisé par la SFE a ainsi recensé près de 1 800 évaluations depuis 2007, soit 200 évaluations par an en moyenne, dont la moitié réalisée par l'Etat et 38 % par les collectivités territoriales. Elle a ses propres apports au pilotage de l'action publique en tant qu'activité à part entière (apports de connaissance, éclairage de la décision, approches prospectives...). Cependant, elle doit encore renforcer son utilité, mieux dialoguer avec les autres activités, métiers et outils d'aide à la décision pour apporter sa singularité dans le pilotage et la conduite de l'action publique.

Les JFE 2017 : un temps fort de dialogue entre l'évaluation et les autres outils d'aide à la décision et au pilotage de l'action publique

A cette occasion, ensemble, nous chercherons à apporter des réponses à ces deux questions :

- Dans des contextes différents, selon les échelles territoriales et institutionnelles, comment mieux structurer la conduite de l'action publique et le pilotage des différentes politiques sectorielles ? Quels apports spécifiques de l'évaluation en tant qu'outil de pilotage ?

- Comment développer des complémentarités entre l'évaluation et les autres outils d'aide à la décision au service de l'efficacité des politiques publiques dans un contexte évolutif ?

Déroulé

Jeudi 16 novembre

9 h 00 **Accueil des participants**

9 h 30 **Une ouverture pour mettre en perspective**

Animatrice Aline Blanc-Tailleur, administratrice de la SFE

✓ **Allocutions d'ouverture**, **Michel Basset**, Président de la SFE et **Frédéric Molossi**, Vice-président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

✓ **« Les évolutions de l'évaluation en France »**, **Alix de Saint-Albin**, Consultant Pluricité, auteur de la Vigie de l'Evaluation

✓ **« Pourquoi nous nous engageons dans l'évaluation de nos politiques publiques, mais pourquoi d'autres ne le font pas ? »**,

avec : **Fabrice Lengart**, Commissaire Général Adjoint de France Stratégie ; **Thierry Perreau**, Président de la Commission d'Evaluation des Politiques Publiques de la Région Nouvelle Aquitaine ; **Jean-François Caron**, Maire de Loos-en-Gohelle ; **Thierry Ambrosini**, Ville de Pau et agglomération de Pau

Animateur Claudy Lebreton, ancien Président du Conseil départemental des Côtes d'Armor, ancien Président de l'Assemblée des Départements de France, Administrateur de la SFE

✓ **« Le baromètre de l'évaluation en Ile-de-France »**, **Laurent Barbut**, Directeur Epices, Administrateur de la SFE

11h30 **Regards croisés (en simultané)**

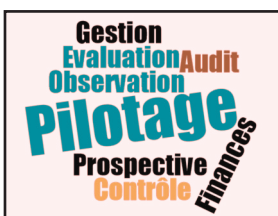
✓ **« Croisement des points de vue sur les enjeux de la modernisation de l'action publique »**, **Clément Lacouette-Fougère**, Chef de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) - Animateur **Pierre Savignat**, Président d'Honneur de la SFE

✓ **« Les fonctions d'aide au pilotage, leurs articulations et leurs complémentarités »**, **Françoise Fleurant-Angba**, Présidente de l'Association Finances Gestion et Evaluation (AFI-GESE) et **Michel Basset**, Président de la Société française de l'évaluation - Animateur : **Gilles Alfonsi**, Directeur adjoint de la stratégie, de l'organisation et de l'évaluation au Département de la Seine-Saint-Denis

12 h 30 **Déjeuner (pris sur place)**

14 h 00

Quatre
types de
sessions :



19 h 00 **Buffet dinatoire, concert « A contre-courant »,
par la Compagnie Jolie môme
A la salle "La Belle Etoile" - Saint Denis (93)**

Cette création musicale se situe dans la lignée des précédentes : la guerre, les attentats, les colonies, les riches, la Palestine, les sanspapiers, les Roms, le réformisme, les licenciements, les crises, la grève, les grèves, la crise... Dans ce spectacle qui dépeint une vision de l'actualité, place est toujours laissée à l'actualisation, à l'actualité.

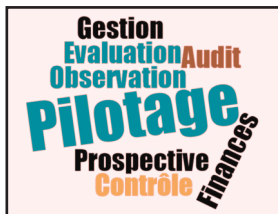
À Contrecourant est interprété par 11 comédiens chanteurs



Vendredi 17 novembre

9 h 30

Les sessions en continu

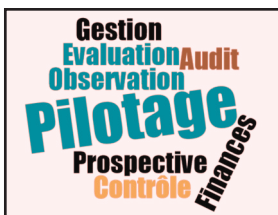


12 h 30

Déjeuner (pris sur place)

14 h 00

Les sessions en continu



16 h 00

Séance de clôture : « *Au revoir les Artistes, avant de partir créons ensemble !* »

Pour repartir avec les idées forces de ces 2 jours, présentation des **résultats de l'enquête avant / après JFE** et débat en forum autour des **principaux enseignements sur les apports réciproques de l'évaluation et des autres fonctions de pilotage** au bénéfice de l'action publique.

Regard sur l'évaluation et le pilotage de l'action publique par **Stéphane Troussel**, Président du Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis

Avec la participation active des **étudiants du Master Evaluation et suivi des Politiques Publiques** de l'IEP de Lyon.

Animatrices : **Virginie Besrest**, Directrice Quadrant Conseil, Secrétaire de la SFE et **Gwendoline Lions**, Inspectrice Conseil départemental des Côtes d'Armor, Trésorière de la SFE.





Sessions Politiques publiques

Des commanditaires et des évaluateurs dialoguent avec les participants sur la conduite d'évaluations, de la commande au suivi des recommandations.

Format : 2 h

Politiques associatives

16 nov. 14 h - 16 h

Apports des études et évaluations à l'action associative et à l'action publique

Pour orienter leurs politiques en direction des associations, les collectivités développent des études et des évaluations qui contribuent à la connaissance des acteurs de la vie associative, de leurs activités et de leurs enjeux. Ces travaux montrent le rôle des associations sur les territoires et auprès des habitants, et témoignent de leur contribution à l'intérêt général et aux politiques publiques.

Comment ces travaux contribuent-ils à nourrir, orienter et définir l'action publique locale ? Quels apports des études et évaluations aux relations entre associations et acteurs publics ?

Peuvent-elles contribuer à dépasser un dialogue parfois limité aux enjeux de gestion ? A mieux impliquer les associations dans la construction et à la mise en œuvre des politiques publiques, tout en respectant leur autonomie ? A mieux reconnaître leur contribution ? ■

Animateur : **Timothée André**, Chargé d'évaluation, Département de la Seine-Saint-Denis

Intervenants

Jacques Malet, Président de l'association Recherches et solidarités

Alexandre Bailly, Réseau national des maisons d'associations

Judith Sylva, Déléguée à la vie associative et à l'éducation populaire au Département de la Seine-Saint-Denis

Politiques de coopération décentralisée

16 nov. 14 h - 16 h

L'évaluation transformative en coopération décentralisée et solidarité internationale : comment renforcer l'apprentissage et les changements à travers l'évaluation ?

Le groupe EVALED (Evaluation et aide au développement) de la SFE est un lieu de débats et d'échange sur les sujets

de l'évaluation du développement, ancré dans les pratiques et l'expérience. Il a pour objectif de mettre en place des passerelles entre acteurs et secteurs, partager des travaux, expériences et bonnes pratiques, diffuser une culture de l'évaluation et suivre les évolutions dans le domaine de l'évaluation du développement

Les Journées françaises de l'évaluation sont l'occasion pour le groupe de se retrouver autour du travail de méta-évaluation du F3E et d'inviter l'ensemble des personnes intéressées à réfléchir autour de la thématique de l'évaluation en coopération décentralisée et solidarité internationale.

En effet, le F3E (www.f3e.asso.fr) a mené en 2016 une étude intitulée « Evaluer les évaluations : analyse de pratiques pour une évaluation transformative » (<https://f3e.asso.fr/article/1791/comment-renforcer-les-apprentissages-et-favoriser-les-changements-a-travers-l-evaluation>). Cette étude était l'occasion d'actualiser ses connaissances dans un milieu de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale qui a évolué, notamment sur la pratique de l'évaluation. Il s'agissait pour le F3E de mieux caractériser les conditions d'utilité des évaluations externes, de cerner leurs éventuelles limites et d'identifier les pistes à développer pour accroître cette utilité en matière d'apprentissage et de changement. Cette table-ronde présentera succinctement les résultats de cette étude, elle les rendra vivants et les mettra en discussion avec des commanditaires et des consultant-e-s impliqués dans de telles évaluations transformative en coopération décentralisée (collectivité territoriale) et en solidarité internationale (ONG). ■

Animateur : **Lilian Pioch**, Coordinateur des études et du Pôle apprentissage, F3E

Intervenants

Maité Gerschwitz, Responsable du Service des échanges internationaux et coopération décentralisée, Ville de Montreuil

Sonia Vinolas, Adie & Action

Julie Conversy, Consultante, IRAM

Christophe Mestre, Consultant, CIEDEL

Politique d'insertion

16 nov. 16 h - 18 h

De l'évaluation ex-post à la définition d'un nouveau PDI-PTI et d'un dispositif de suivi-évaluation

Le Département de Meurthe-et-Moselle a réalisé en 2014-2015 une évaluation de sa politique d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA en vue de définir un nouveau Plan Départemental Insertion – Pacte Territorial Insertion. L'impact et l'efficacité des dispositifs, ainsi que la gouvernance départementale et locale d'une organisation fortement territorialisée ont été au cœur de cette évaluation. Une démarche participative a été choisie avec l'appui d'un prestataire externe afin de croiser les regards des élus, partenaires, opérateurs et usagers.

Un témoignage sur quatre années d'expérience du point de vue des directions opérationnelles et des évaluateurs pour ouvrir le débat sur l'utilité de l'évaluation pour piloter des politiques publiques locales : des modalités de restitution des recommandations à la prise de décision, à l'élaboration d'outils de suivi-évaluation ou encore de modèle d'évaluation d'expérimentation d'actions financées sur la base de coûts évités. ■

Animateur : **Etienne Poizat**, Directeur Finances, Affaires Juridiques, Evaluation, Département de Meurthe-et-Moselle

Intervenants

Etienne Poizat, Directeur Finances, Affaires Juridiques, Evaluation (Directeur Action Sociale Insertion jusqu'au 31 août 2017), Département de Meurthe-et-Moselle

Emmanuelle Poissonnier, Service Contrôle de Gestion, Observatoire, Evaluation, Département de Meurthe-et-Moselle

Christian Laubressac, Directeur, Asdo Etudes

Politique Climat-Air-Energie

16 nov. 16 h - 18 h

Cit'ergie une démarche d'évaluation « à 360° » au cœur d'un processus de labellisation

Portée par l'ADEME au niveau français et par l'association Forum au niveau européen, Cit'ergie permet aux collectivités de rejoindre un réseau européen de 1400 collectivités qui partagent un même langage et une même dynamique de progrès. Cit'ergie est également le seul dispositif français qui permette une évaluation globale des PCAET intercommunaux à la fois sur les niveaux stratégiques et opérationnels et qui contribue à une démarche de progrès, voir de transformation.

Les collectivités s'engagent sur un cycle de 4 ans avec évaluation et suivi annuel par un-e conseiller-ère Cit'ergie et remise en jeu du label au bout du cycle. L'évaluation de la politique énergie-climat rentre progressivement dans les

pratiques et dans la culture de la collectivité et va se poursuivre au delà des mandats électifs. Nous souhaitons partager, sur la base de 10 années de retour d'expérience de Cit'ergie, comment le processus et son organisation ont contribué à l'intégration progressive de la pratique de l'évaluation au sein des collectivités engagées sur plusieurs cycles et ont transformé les modes de penser, de faire et de piloter l'action publique. ■

Animatrice : **Catherine Bossis**, Conseillère Cit'ergie, Greenselipar

Intervenants

Aurélien Richard, Membre du Bureau d'Appui Cit'ergie, AERE

Catherine Bossis, Conseillère Cit'ergie, Greenselipar
1 représentant de Collectivité

Politique du logement

16 nov. 16 h - 18 h

Quelle articulation entre évaluation et décision : l'introduction par la Ville de Paris de la cotation dans l'attribution de ses logements sociaux

Trop rares sont encore les cas d'évaluation suivis de la mise en œuvre de réformes. Plus rare encore, la poursuite d'un souci d'évaluation régulier et *in itinere* des effets produits par celle-ci.

L'expérience de l'introduction de la cotation comme mode d'attribution des logements sociaux par la Ville de Paris est exemplaire à ce titre.

C'est une mission d'évaluation qui a préconisé en 2012 la mise en place de cette méthode. La décision a été prise d'expérimenter sans délai la réforme. Celle-ci a été progressivement déployée sur le territoire parisien, sous le contrôle d'un comité de suivi qui en évalue régulièrement les effets.

La table ronde vise à présenter de façon concrète comment cette réforme a été mise en œuvre à Paris pour l'attribution des logements sociaux. Les initiatives engagées pour rendre le demandeur d'un logement social acteur du processus d'attribution seront évoquées et débattues, avec une mise en perspective avec les pratiques suivies par d'autres villes et pays d'Europe. ■

Animatrice : **Isabelle Duchefdelaville**, Inspectrice générale, Ville de Paris

Intervenants

Caroline Grandjean, Directrice du logement, Ville de Paris

Jean-François Arènes, Chargé d'études Habitat & Logement, Atelier parisien d'urbanisme (APUR)

Laurent Ghekiere, Spécialiste des questions de logement social en Europe, Union Sociale pour l'Habitat (USH)

Politiques de solidarité

17 nov. 9 h 30 - 11 h 30

Une approche qualitative à partir de la parole des professionnels au service du pilotage de l'action sociale

L'action sociale est confrontée à de multiples enjeux : pression et évolutions des besoins et des demandes des usagers, reconfigurations institutionnelles, métiers bousculés, contraintes budgétaires... Le Département de la Seine-Saint-Denis a souhaité donner la parole aux professionnels pour analyser leurs pratiques, leurs représentations et leurs relations aux usagers. Il s'agissait d'interroger le sens, les finalités, les difficultés et les leviers du travail social aujourd'hui.

Cette séquence présente une étude qui a combiné immersion dans les circonscriptions de service social et entretiens individuels et collectifs auprès des agents. Plusieurs problématiques y sont abordées : Quels sont les besoins et les attentes des usagers et comment ont-ils évolué ? En quoi cela impacte-t-il le métier, les valeurs et les pratiques du travail social ? Quels sont les effets du discours et des contraintes institutionnelles ? Quelles pratiques innovantes développent les professionnels pour faire face aux limites et contraintes du travail social ? ■

Animateur : **François Ferrere**, Chargé d'évaluation, Département de la Seine-Saint-Denis

Intervenants

Bérénice Delpal, Directrice générale adjointe du pôle Solidarité, Département de la Seine-Saint-Denis

Nicolas Duvoux, Professeur de sociologie, Université Paris 8

Politiques de santé

17 nov. 9 h 30 - 11 h 30

Peut-on évaluer les parcours de santé ?

Le groupe « évaluation en santé » de la SFE a désiré s'intéresser à l'évaluation des parcours de santé. Même si les contours de la notion de parcours sont peu clairs, elle recouvre des enjeux importants. Après avoir constaté qu'il n'existait pas d'outils d'aide à l'évaluation pour les promoteurs de parcours, les membres du groupe ont jugé qu'ils pouvaient en construire, en croisant les expertises de chacun et leur connaissance de parcours existants ou en voie de formalisation, et ce, de façon complémentaire aux travaux des pouvoirs publics.

Cette communication propose de présenter les objectifs opérationnels du cadre évaluatif, identifiés par le groupe :

- Appliqué à la notion de parcours de santé, un « diagramme logique d'impacts » (DLI), articulant les ressources, activités, réalisations, résultats et impacts attendus dans un tel projet.
- Les critères de jugement et indicateurs correspondant

à certaines des thématiques clés d'un parcours (éviter les ruptures, donner accès aux droits et à l'offre sanitaire et sociale, favoriser la coordination autour de l'utilisateur, favoriser l'empowerment).

Dans ce cadre, l'atelier SFE est conçu comme une séance interactive, impliquant des acteurs des parcours de santé, des usagers et des experts de l'évaluation, et une étape de travail visant à éprouver l'intérêt de l'outil présenté. Ultérieurement, les éléments issus des discussions devront être intégrés dans sa finalisation. ■

Animation par le groupe SFE « Evaluation des politiques de santé »

Politiques territoriales

17 nov. 9 h 30 - 11 h 30

La prise en compte de la dimension territoriale dans l'action publique à différents stades et dans des contextes partenariaux divers : l'évaluation d'impact de la Prime à l'aménagement du territoire, l'évaluation des schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au Public et l'évaluation des retours sur investissement des politiques en faveur du numérique

Dans un contexte de lutte contre les fractures territoriales, la mesure des effets des politiques publiques sur les territoires doit être mieux appréhendée. Il s'agit, à partir de plusieurs politiques territoriales mises en œuvre par le CGET, de montrer l'utilité de l'intégration de l'évaluation (sous différentes formes) dans le pilotage de l'action publique.

Les 4 politiques publiques présentées visent à montrer une diversité de champs sectoriels, différentes formes d'actions publiques et des modes de gouvernances variés :

- la prime à l'aménagement du territoire et l'implantation d'activité économique : politique défensive ou développement de l'attractivité ?
- les politiques en faveur du numérique et l'analyse du retour sur investissement ;
- les programmes européens : comment valoriser les enseignements des évaluations d'impact conduites par les autorités de gestion ?
- les schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services au Public : évaluation des démarches territoriales et du dispositif national. ■

Animatrice : **Sylviane Le Guyader**, Cheffe de projet pilotage programme des études, Commissariat Générale à l'Egalité des Territoires (CGET)

Intervenants

Etienne Kalalo, Secrétaire général de la Commission interministérielle des aides à la localisation des activités, Direction du Développement des Capacités du Territoire, Commissariat Générale à l'Egalité des Territoires (CGET)

Marc Laget, Expert aménagement et développement numérique des territoires, Commissariat Générale à l'Égalité des Territoires (CGET)

Claire Hallegouet, Chargée de mission « appui au pilotage des programmes européens » - CGET

Sylvie Cabassot, Chargée de mission « accessibilité des services au public », Commissariat Générale à l'Égalité des Territoires (CGET)

Emmanuel Renard, Directeur – responsable du pôle Territoires – cabinet EDATER

Kevin Demangeclaude, Chargé de mission évaluation, Commissariat Générale à l'Égalité des Territoires (CGET)

Alexis Vanderstocken, Chargé de mission évaluation, Commissariat Générale à l'Égalité des Territoires (CGET)

Politiques de Développement Durable

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

« *J'ai un plan pour changer le monde : ça s'évalue ?* » Retour sur l'évaluation de la stratégie de conduite de changement de Loos-en-Gohelle, ville pilote du développement durable.

Loos-en-Gohelle, située dans le Pas-de-Calais, a été identifiée par l'ADEME comme un démonstrateur de la conduite du changement vers une ville durable. La commune a engagé sa transition en opérant la conversion d'un modèle de société non durable, fondé sur l'industrie du charbon, à un modèle soutenable post-carbone. Pour Loos-en-Gohelle, conduire le changement, c'est mettre en mouvement l'ensemble des acteurs du territoire pour opérer la transition écologique et sociale vers un modèle de développement plus durable.

Peut-on caractériser cette stratégie de conduite du changement loossoise et en identifier les résultats ? Peut-on en tirer des leçons susceptibles d'enrichir la mise en œuvre des politiques de transition énergétique et écologique ? S'agit-il d'un objet évaluable ? a demandé l'ADEME à Quadrant Conseil. Lequel a répondu positivement et déployé une analyse de contribution s'appuyant sur 5 études de cas.

L'aventure ne s'arrête pas là puisque l'ADEME et Quadrant Conseil sont désormais engagés aux côtés de l'Unadel et de Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle, dans un projet de recherche-action visant à confronter les enseignements tirés de l'évaluation à l'expérience de 4 autres territoires en transition : comment transmettre et enrichir les résultats de l'évaluation dans une expérience réflexive de coaching inédite ? L'expérience est en cours... ■

Animatrice : **Karine Sage**, associée, Quadrant conseil

Intervenants

Thomas Blais, Coordinateur Observatoires, évaluations et capitalisations, DR ADEME Hauts-de-France

Julian Perdrigeat, Directeur de cabinet, Ville de Loos-en-Gohelle

Politique de la ville

17 nov. 14 h - 16 h

L'évaluation peut-elle encore servir une autre vision de la politique de la ville ?

De toutes les politiques publiques françaises, la politique de la ville est sans doute celle qui a été la plus évaluée. Pratiquement tous les programmes et toutes les procédures qu'elle a développés au cours des trois dernières décennies ont fait l'objet d'évaluations nationales et locales. Les questions et les méthodes évaluatives ont varié avec le temps, tout comme les acteurs et les finalités de l'exercice. Jusqu'au début des années 2000, ces évaluations ont le plus souvent laissé de côté la mesure des effets et de l'impact, privilégiant la clarification et la mise en débat des objectifs d'une part, l'analyse de la mise en œuvre d'autre part. Il en va désormais autrement.

La clarification nationale des objectifs, l'amélioration des systèmes d'information statistique, la géolocalisation croissante des actions et la diffusion des méthodologies économétriques d'évaluation d'impact ont permis des améliorations sensibles en matière de mesure et d'imputation. Mais dans le même temps, on a assisté à un appauvrissement du débat évaluatif, en particulier à l'échelon local où les exigences de production d'indicateurs et de conduite d'évaluations à intervalles réguliers ont transformé l'exercice en contrainte bureaucratique. Force est de constater que l'évaluation n'est plus un cadre d'explicitation et de mise en débat des orientations et des objectifs de la politique de la ville. Au contraire, elle contribue à l'imposition - par le biais de la quantification - d'une vision de la politique de la ville, des problèmes qu'elle vise et des remèdes à apporter. ■

Animateur : **Guillaume Dejardin**, Co Président de Question de Ville, association des directrices-teurs des Centres de Ressources Politique de la Ville et directeur de Pôle 95

Intervenants

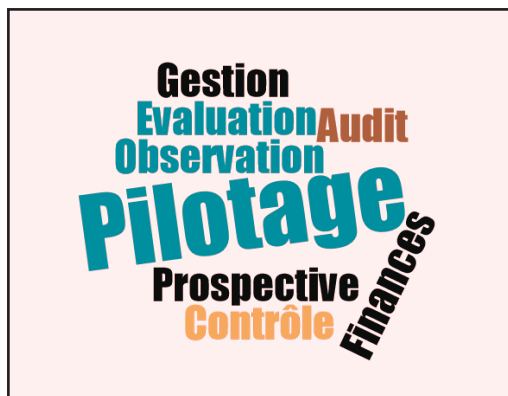
Renaud Epstein, Professeur de sciences Politiques Sciences-Po St Germain en Laye

Stéphanie Mas, Cheffe du bureau observation des territoires en politique de la ville, secrétaire de l'ONPV

Un représentant du Commissariat Générale à l'Égalité des Territoires (CGET)

Jean Marie Loncle, consultant-formateur, ex-chef de projet politique de la ville

Jean-Michel JAOUEN, Directeur de la mission politique de la Ville, Nantes Métropole



Sessions Pilotage

Des tables rondes ou des ateliers où des évaluateurs internes et / ou externes et des représentants des autres fonctions d'aide au pilotage expliquent leurs objectifs, décortiquent leurs modes de faire, leurs complémentarités...

Format : 2 h

Evaluation et gouvernance publique dans les pays francophones

16 nov. 14 h - 16 h

L'évaluation, souvent présentée sous ses aspects méthodologiques, a aussi une fonction politique et institutionnelle déterminante. D'ailleurs, l'Agenda Global de l'Evaluation adopté par Evalpartners et les agences de l'ONU pour la période 2016-2020 fait de l'évaluation un vecteur déterminant de consolidation de la bonne gouvernance et de la démocratie.

L'impact depuis 2 ans des Forums Internationaux du RFE (FIFE) sur les décideurs publics francophones en atteste : on y constate une nette augmentation du nombre de parlementaires, de hauts fonctionnaires et de magistrats des Cours des Comptes (ou Institutions Supérieures de Contrôle), venus notamment des pays du Sud, qui viennent y chercher des éléments de réflexion et l'occasion de partager les bonnes pratiques institutionnelles.

Pour autant, l'évaluation est encore inégalement développée selon les pays francophones : alors que les francophones d'Amérique du Nord pratiquent l'évaluation depuis bientôt 50 ans, les pays d'Europe latine y sont venus à la fin des années 90 et les pays Africains s'y investissent depuis une dizaine d'années.

Après un rapide témoignage de la situation de l'évaluation dans chacune de ces trois zones (Québec, Cameroun et Suisse), la table-ronde tentera de cerner les principaux enjeux pour le développement de l'évaluation et le renforcement de la démocratie dans le monde francophone. ■

Animateur : **Guy Cauquil**, Président du RFE (Réseau des associations nationales Francophones d'Evaluation) et Président d'honneur de la SFE

Intervenants

Marie Gervais, Québec, Vice présidente de l'OICE (Org. Internat. de Coopération en Evaluation) et du RFE

Thierry Tsou Fematouo, Cameroun, Secrétaire Général de la CADEA (Assoc. Cam. Evaluation) et du RFE

Katia Horber-Papazian, Suisse, Professeure en évaluation des politiques publiques, Université de Lausanne

Evaluation et prospective

16 nov. 16 h - 18 h

Evaluation et prospective sont des outils d'aide à la décision qui se sont développés en traçant les frontières de leur champ d'application.

Chacune de ces disciplines est censée répondre à des objectifs posés comme bien distincts. Chacune défend son champ d'expertise, son vocabulaire, son référentiel, ses métiers. Mais sur le terrain, dans la commande comme dans la mise en œuvre, les champs d'intervention ne sont pas aussi segmentés.

L'imbrication entre disciplines est une réalité. Génère-t-elle de la confusion ou apporte-t-elle une plus-value ? Faut-il promouvoir une répartition des rôles et des outils clairs ou, au contraire, encourager l'hybridation des méthodes ? Et bien sûr, à quelles conditions ces méthodes de travail permettent-elles de devenir une réelle aide à la décision ?

La séquence sera structurée autour des 3 principales questions suivantes : Pourquoi faut-il relier prospective et évaluation ? Où en est-on sur les liens prospective et évaluation ? Comment mieux relier prospective et évaluation ?

Pour explorer ces différentes questions, les animateurs de l'atelier (Patricia Auroy, Nicolas Subileau et Vincent Pacini) restitueront un premier travail d'enquête réalisé sur un panel d'une vingtaine d'experts (questionnaire delphi abaque). Une synthèse du questionnaire sera présentée aux participants pour alimenter le débat. ■

Intervenants

Patricia Auroy, Consultante, Technopolis Group

Nicolas Subileau, Directeur associé, Pluricité

Vincent Pacini, Professeur associé, Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM)

Evaluation et pilotage financier

16 nov. 16 h - 18 h

Dans un contexte national très contraint pour les collectivités locales sur le plan financier, les décideurs locaux sont poussés à interroger l'efficacité et l'efficience de leurs actions et le périmètre d'intervention de leurs politiques publiques. Au-delà de la méthode aveugle du

« coup de rabet » sur les dépenses, une palette d'outils existe pour optimiser l'utilisation des ressources. Parmi ces outils, les démarches de pilotage financier et d'évaluation des politiques publiques doivent trouver leur place. Le Maire d'Angers, Président de la Communauté Angers Loire Métropole et du CCAS a ainsi engagé une véritable « Relecture des Politiques Publiques (RPP) ».

Cette démarche transversale aux trois organismes, conduite dans un contexte de mutualisation des services et de transformation en communauté urbaine, repose sur un système d'animation « multi-acteurs », un dispositif de pilotage centralisé, un cadre unique de référence des politiques, une méthode et des outils de dialogue homogènes et un seul système d'information. Grâce à la présentation détaillée de cette initiative locale, récompensée du prix Territoria 2016 de l'Observatoire national de l'innovation publique, cette séquence cherchera à démontrer par l'exemple que l'évaluation des politiques publiques et les outils de pilotage financier ne sont pas incompatibles mais plutôt complémentaires pour allouer ou réallouer les ressources au regard des priorités. ■

Animatrice : **Françoise Larpin**, Associée, Directrice nationale secteur public, KPMG

Intervenant

Pierre Le Lann, Directeur du Pôle Finances, Evaluation et Appui aux politiques publiques, Ville d'Angers et Communauté Urbaine Angers Loire Métropole

Evaluation et audit interne

17 nov. 9 h 30 - 11 h 30

Les attentes de plus en plus exigeantes des citoyens - bénéficiaires de l'action publique et les contraintes sans cesse plus prégnantes sur l'utilisation des ressources publiques ont amené à renforcer les fonctions de pilotage au sein des organisations publiques.

L'audit interne et l'évaluation des politiques publiques participent à cette dynamique. Si l'une et l'autre de ces fonctions répondent à des attentes différentes (interrogation de l'impact des politiques et évaluation de la capacité de l'organisation à mettre en oeuvre des décisions), force est de constater que leur articulation soulève encore nombre de questions. La publication du décret et de la circulaire de 2011 qui exigent la mise en place d'une mission ministérielle d'audit interne a eu notamment pour conséquence de clarifier les champs couverts et les méthodologies respectives de ces deux approches, en particulier au sein des inspections générales de l'Etat.

Les collectivités territoriales ne sont pas concernées par cette obligation de déploiement d'une telle fonction d'audit interne. Pour autant, nombreuses sont celles qui se sont engagées dans cette direction en poursuivant la structuration de missions d'évaluation de politiques publiques. Les organisations diffèrent selon les collectivités, les champs d'investigation se recoupent, les missions sont parfois assurées par les mêmes personnes. Aussi convient-il d'échanger sur les apports et les spécificités

des deux fonctions et les conditions à réunir pour une coordination fructueuse. ■

Animateur : **Yannis Wendling**, Directeur de l'Audit interne, du Contrôle Interne et de la Gestion des risques au Département de la Seine-Saint-Denis, président de la Conférence des inspecteurs et auditeurs territoriaux et administrateur de l'IFACI

Intervenants

Agnès Bachelot Journet, Directrice de la performance et de la modernisation du service au public au conseil départemental de l'Isère

Jean-Pierre Jochum, Inspecteur général des finances honoraire, ancien vice-président du comité d'harmonisation de l'audit interne de l'Etat et ancien président de la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens

Michel Reverdy, Directeur de l'audit interne à l'Eurométropole de Strasbourg

Hervé Toro, Responsable de la Mission ministérielle d'audit interne des Ministères de la transition écologique et solidaire, des transports, de la cohésion des territoires, Inspecteur général ressources humaines pour le transport aérien, membre permanent du CGED

Evaluation et conception des politiques publiques

17 nov. 14 h - 16 h

Dans le cadre de l'accompagnement à la mise en place du Système national des données de santé (SNDS), qui remplacera désormais le SNYRAM, le SGMAP s'est appuyé sur l'outil DLI pour partager, en amont du projet, une vision commune des impacts et des résultats à atteindre collectivement. Organisé sous la forme de trois ateliers successifs organisés de février à avril 2017, un DLI général du projet a été construit et a contribué à donner à voir la vision commune de la stratégie soutenant la mise en place du SNDS et à préfigurer la liste des indicateurs permettant de suivre le déploiement du nouveau dispositif. Ce faisant, ces ateliers ont été l'occasion d'acculturer les professionnels du pilotage et de la gestion des données de santé aux concepts clés de l'évaluation : réalisations – résultats – impacts et indicateurs. ■

Animateur : **Clément Lacouette-Fougère**, Chef de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP)

Intervenants

Isabelle Bonnelie, Directrice de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP)

Maxime Putton, Chef de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP)

Julien Inge, Consultant, EY

Myène Girard, DREES, Ministère des solidarités et de la santé

Évaluation et accompagnement du changement

17 nov. 14 h - 16 h

La place du suivi et de l'évaluation a largement évolué ces dernières années, en particulier dans le cadre des programmations européennes. Lorsqu'une démarche d'accompagnement du changement est mise en œuvre, elle permet d'aborder différemment les processus de suivi et d'évaluation et favorise des configurations différentes entre acteurs impliqués.

Forts d'expériences dans le cadre des programmations nationales du FSE 2007-2013 et actuellement 2014-2020, les cabinets Amnyos et Edater proposent de s'appuyer sur différentes missions réalisées pour la DGEFP dans le cadre des programmes nationaux du Fonds Social Européen (missions d'évaluations, associées à des missions de capitalisation et de communication) de façon à capitaliser les facteurs favorables et défavorables à une intégration plus forte de la conduite du changement dans l'évaluation, et de l'évaluation dans la conduite du changement, sous trois angles :

- la mobilisation des parties prenantes et de leur interaction ;
- l'utilité et l'utilisation des résultats pour conduire la stratégie des acteurs ;
- les outils mobilisés et les livrables.

Le témoignage de la DGEFP en tant que commanditaire viendra compléter le débat sur « *Evaluation et accompagnement du changement, l'association gagnante pour aller vers une plus grande performance dans la mise en œuvre des politiques publiques ?* ». ■

Animateurs : **Sophie Bensaadoun**, Consultante sénior, Amnyos et **Sébastien Guilbert**, Directeur, Edater

Intervenant

Frédéric Guillemine, Direction Générale à l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP)

Evaluation et observation

16 nov. 16 h - 18 h

Benchmark, baromètres, outils de comparaison... les outils pour se positionner par rapport à des « semblables » se démultiplient. Certains comparent des données de contexte, pour se situer en objectivant les atouts et contraintes du territoire : on est là plutôt dans le domaine de l'observation, du diagnostic.

D'autres décortiquent la manière dont, ailleurs, dans des situations comparables, on résout un problème, on conduit une politique publique, on s'organise, avec l'exercice ô combien périlleux du « toutes choses égales par ailleurs » : on est là plutôt dans le domaine de l'évaluation. Cet atelier propose, à partir de l'expérience des baromètres territoriaux et de l'exercice du benchmark, d'explorer les usages et mésusages de la comparaison. ■

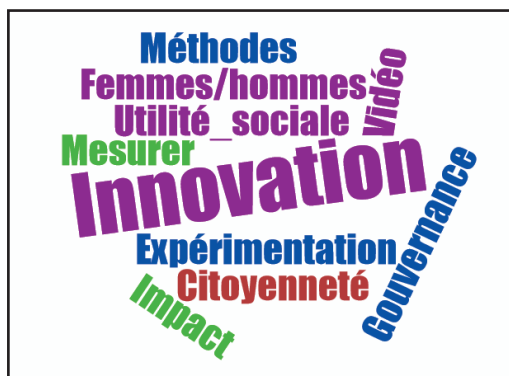
Animatrice : **Hélène Clot**, Grenoble Alpes Métropole

Intervenants

Florence Gall-Sorentino, Fédération nationale des agences d'urbanisme

Dorig Bruno, Rennes Métropole

Elise Crovella, Cabinet Itinere Conseil



Sessions Innovations et méthodes

Des approches, des techniques, des outils nouveaux ou innovants en évaluation ou au service de l'évaluation : des ateliers pratiques qui donnent du sens.

Format : 1 h

La consultation des bénéficiaires dans l'évaluation : le cas d'un dispositif ville-hôpital

16 nov. 14 h - 15 h

Sur le plan de l'identification et de la compréhension des effets induits par la mise en place d'un dispositif dans le champ de la santé, est-il possible de faire l'économie de la consultation des bénéficiaires ? Depuis des décennies, nombre de spécialistes en sciences sociales et en santé communautaire ont répondu par la négative à cette question. Cependant, dans un domaine où la culture évaluative se heurte à des résistances, toute forme d'association des usagers du système de santé y est d'autant plus vécue comme contraignante.

Cette communication propose de présenter : les discussions relatives au caractère présumé subjectif (donc peu fiable) des données produites par la consultation directe des bénéficiaires de dispositifs que l'on souhaite évaluer, les procédés opératoires susceptibles d'être utilisés, et les normes éthiques à appliquer. La présentation d'une étude portant sur l'évaluation d'un dispositif ville-hôpital illustrera l'argumentation plaçant pour l'association des bénéficiaires à ce travail. ■

Intervenante - animatrice

Laurence Roux, Animatrice du groupe SFE « Evaluation en santé »

Comment utiliser de manière décomplexée des méthodes d'évaluation d'impact "complexes"

16 nov. 14 h - 15 h

Dans les années à venir, les évaluateurs français devront réaliser plusieurs dizaines d'évaluations d'impact des programmes opérationnels des fonds structurels. Plus largement, l'évaluation d'impact représente une part grandissante de la commande d'évaluation.

Pour autant, les expériences d'application stricte des méthodes d'évaluation d'impact, contrefactuelles ou non, restent limitées. Les exemples d'analyse de contribution par exemple, pourtant discutée depuis plus de 10 ans en France, restent extrêmement limités en France. D'un côté, les commandes évaluatives sont rarement

construites pour l'évaluation d'impact. D'autre part, les évaluateurs hésitent à les proposer, faute d'intérêt perçu mais aussi par peur de ne pas savoir les appliquer.

Nous appelons à une utilisation « décomplexée » de ces méthodes et à un « piratage bienveillant des commandes », afin que les principes des méthodes d'évaluation d'impact irriguent progressivement les pratiques évaluatives. Nous illustrerons cette présentation par des exemples d'utilisations « à la carte » de ces méthodes, selon les budgets disponibles, la nature de l'intervention, et l'intérêt du commanditaire pour ces réflexions. Nous engagerons un débat avec la salle sur les limites et les apports de ces utilisations. ■

Animateurs : **Agathe Devaux**, Quadrant conseil et **Thomas Delahais**, Quadrant conseil

Comment mesurer l'impact de l'investissement social ?

16 nov. 14 h - 16 h

La séquence vise à rendre compte des initiatives concrètes développées ces dernières années afin de mieux prendre en compte la mesure de l'impact social dans le champ de l'action sociale : reconnaissance du principe d'utilité sociale, évaluations dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, expérimentation des contrats à impact social, anticipation des effets des politiques sociales sur leurs bénéficiaires, tentatives de mesure du rendement de l'investissement social, mise en place de structures dédiées (Fonds d'innovation sociale de la BPI, Caisse nationale des allocations familiales)... L'atelier a pour objectif de présenter et de soumettre à la discussion les éléments saillants de ces nouvelles approches et de présenter leurs points de convergences et de divergences. Les intervenants, spécialistes et praticiens de la mesure de l'impact social échangeront sur les articulations entre les méthodologies propres à la mesure de l'impact social et les méthodologies plus générales de l'évaluation des politiques publiques et reviendront ainsi sur les apports mutuels que peuvent nourrir ces deux démarches. ■

Animatrice : **Jean-Baptiste Bodin**, SGMAP

Intervenants

Adrien Baudet, Doctorant ESCP, KPMG

Arthur Heim, CNAF et France Stratégie

Benedict Rickey, Agence nouvelle des solidarités actives

Emmanuel Rivat Agence Phare

Comment tenir compte de l'égalité femmes / hommes dans l'évaluation ?

16 nov. 15 h - 16 h

Obligation légale, recherche de qualité accrue de l'action publique, prise en compte de la diversité des publics... les raisons ne manquent pas pour prendre en compte l'égalité femmes/hommes dans les travaux d'évaluation des politiques publiques et le groupe de travail dédié de la SFE en a tiré un argumentaire. Vous êtes convaincu.e, mais vous ne voyez pas comment faire ? Vous souhaitez développer cet aspect, mais vous n'en avez pas encore eu l'occasion ? Alors participez à cet atelier.

Nous travaillerons collectivement à intégrer l'égalité femmes/hommes dans le cadre d'un cas pratique : comment intégrer la dimension d'égalité femmes/hommes au sein d'un cahier des charges d'évaluation des politiques publiques ? ■

Animation par le groupe « Evaluation et égalité femmes / hommes »

Les usages de la vidéo : de l'évaluation filmée à la présentation des résultats

16 nov. 16 h -18 h

L'Agence française de développement réalise depuis plusieurs années des évaluations filmées de ses projets d'aide au développement. Au-delà des fonctions classiques de l'évaluation – tirer les leçons de l'expérience, améliorer les pratiques, réorienter les projets, les stratégies et les outils pour en améliorer la qualité et les effets –, l'évaluation filmée constitue un outil d'information et de formation novateur, accessible et efficace. Dans le cadre de son projet de soutien à la mise en œuvre du Plan de gestion et de développement du Parc National de Limpopo au Mozambique, l'AFD s'est dotée d'une méthodologie innovante en réalisant cette fois-ci en parallèle l'analyse audiovisuelle et l'analyse écrite au sein du même processus d'évaluation, afin de mettre à profit leur complémentarité.

Après la projection du film produit dans le cadre de cette évaluation, les participants échangeront sur cette expérience et, plus largement, sur l'intérêt de développer ce type d'approche innovante.

Intervenants

Sabrina Guérard, Agence française de développement
Eric Mounier, réalisateur de l'évaluation filmée (sous réserve de confirmation)

La gouvernance de l'évaluation, aussi importante que l'évaluation elle-même ?

17 nov. 9 h 30 - 10 h 30

La Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DREAL) Occitanie a lancé

début 2017 une mission pour accompagner l'évaluation des projets territoriaux de développement durable de six collectivités d'Occitanie avec pour double objectif : développer les conditions pour engager une évaluation participative de la stratégie et favoriser l'autonomie des collectivités pour poursuivre et compléter cette évaluation à l'issue de la mission.

L'équipe Le Geste-Green Selipar, retenue pour conduire la mission d'accompagnement des collectivités à l'évaluation, réunit des consultants expérimentés qui conjuguent compétences en évaluation des politiques publiques, facilitation de l'intelligence collective, méthodes de créativité et de design thinking. Les partis pris initiaux et la méthodologie proposée par l'équipe Geste-Greenselipar ont trouvé écho auprès du service de la DREAL Occitanie, commanditaire de la mission. Dès le départ de la mission il a accordé sa confiance à l'équipe de consultants en validant les principes d'expérimentation et de droit à l'erreur.

Ce partage initial des responsabilités entre commanditaire et prestataire a permis de sortir des pratiques classiques de l'évaluation des politiques publiques, en confiance, et de proposer aux bénéficiaires (les six collectivités) une forme d'accompagnement inédite. Au bout des six premiers mois de la mission nous observons une évolution des pratiques et des postures chez les trois protagonistes. Cela interroge nos postures habituelles et nos rôles respectifs. Nous souhaitons partager ces évolutions ainsi que nos interrogations autour de la question de l'utilité de l'évaluation : « peut-elle se concevoir sans une interrogation des rôles et des postures entre commanditaires, prestataires et bénéficiaires, en particulier sur les politiques de développement durable ? » Pour cela nous proposons un retour d'expérience à trois voix (DREAL Occitanie, consultante et une collectivité bénéficiaire) sous un format participatif qui permettra d'enrichir nos questionnements. ■

Animatrice : **Catherine Bossis**, coordinatrice et chef de projet de la mission, Greenselipar

Intervenants

Renée Faraut, Chargée de mission Projets Territoriaux de développement durable, Division Développement durable et Partenariats, DREAL Occitanie
Catherine Bossis, Coordinatrice et chef de projet de la mission, Greenselipar
Myriam Duchams, Chargée de mission de la Ville de Cornebarrieu

Pourquoi et comment cibler le critère d'utilité sociale dans l'évaluation des politiques publiques ?

17 nov. 9 h 30 - 10 h 30

Evaluer la performance d'une politique publique c'est bien au-delà de l'efficacité et de l'impact social, mais être exhaustif pour repérer in fine la- les plus -values de cette politique pour l'équilibre sociétal.

Quand le quantitatif se marie avec le qualitatif d'une part, le développement individuel et collectif d'autre part ; quand le passé, le présent et le futur sont compris dans la conscience de la réalité ; la démocratie est améliorée, l'équilibre sociétal, le bien-être sont à portée de main sur les territoires !

Encore faut-il élargir l'horizon évaluatif, compléter et enrichir les méthodes d'analyse et de traitement des données en utilisant les multiples moyens de communication relationnelle, les outils numériques, en travaillant « en live » avec les citoyens et toutes les autres parties prenantes pour saisir et faire vivre ces dynamiques que seul l'intérêt général peut nourrir pour une meilleure justice sociale.

Ici, vous allez découvrir comment viser juste et global à la fois, mesurer l'efficacité sociétale, comment ne plus être freiné(e) par la conformité institutionnelle. Venez, de façon plaisante enrichir votre méthodologie évaluative !!! ■

Animatrice : **Martine Guérin**, Cabinet Martine Guérin Management, animatrice du groupe « Utilité sociale », SFE

Mieux communiquer : présenter mon évaluation en 3 minutes, est-ce possible ?

17 nov. 10 h 30 - 11 h 30

« Mon éval' en 180 secondes » consiste à permettre à une dizaine de personnes de présenter en 3 minutes maximum le contenu d'une évaluation de programme ou de politique ; il s'agit de faire comprendre simplement les résultats de ces évaluations et de valoriser leur utilité ; ces présentations sont jugées par un jury et par le public qui attribuent des prix ; l'ensemble est filmé pour être diffusé sur le site de la SFE ; le dispositif est inspiré de la démarche « ma thèse en 180 secondes » qui connaît un vif succès en termes de vulgarisation scientifique médiatisée. ■

Animateur : **François Mouterde**, Président d'honneur de la SFE, Directeur associé, Planète Publique
Un jury composé de 5 personnes

Le bien-être, nouveau référentiel d'évaluation ? Du rêve à la réalité

17 nov. 10 h 30 - 11 h 30

Mesurer la contribution de chaque projet ou politique publique au bien-être de chacun et au bien-vivre de tous... l'idée semble séduisante ! Nombreuses sont les expériences qui ont tenté de « compter ce qui compte » dans les processus d'évaluation... et qui se sont heurtées à la double difficulté : collecter les bonnes données et faire en sorte qu'elles soient réellement prises en compte.

Cet atelier s'inspirera de l'expérience conduite dans la métropole grenobloise autour d'IBEST, indicateur de bien-être soutenable et territorialisé, aujourd'hui utilisé

comme référentiel d'évaluation. Puis, à partir des expériences d'évaluation des participants, en petits groupes, nous reconstruirons ensemble un questionnement évaluatif et des modalités de recueil de données.

Objectif : repartir chez soi avec un outil utilisable, le tester... et en tirer des enseignements collectifs. ■

Animatrice : **Hélène Clot**, Grenoble Alpes Métropole

Intervenants

Anne Leroy, Centre de recherche en économie de Grenoble

Fiona Ottaviani, Grenoble Ecole de Management

Les méta-évaluations : l'évaluation des évaluations de politiques publiques conduite par le SGMAP, quel retour d'expérience ?

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

En 2017, le SGMAP a conduit une évaluation de sa démarche d'ensemble d'évaluations des politiques publiques (EPP). Confiée à un groupement externe (KPMG-Quadrant Conseil) cette évaluation visait à interroger :

- l'effectivité de la démarche sur la période 2012-2016 (75 EPP réalisées)
- l'efficacité du dispositif et la qualité des EPP produites
- Les effets en termes de suite et de contribution aux objectifs de transformation de l'action publique

Pour cela l'évaluation a reposé, outre les entretiens et ateliers de groupe, sur la mise en place d'une analyse de méta-évaluation qui a permis de passer en revue 65 EPP achevée à la date du 1er juillet 2016. En outre, afin d'apprécier la contribution des EPP aux changements observés, 8 études de cas approfondies ont été réalisées. ■

Animateur : **Clément Lacouette-Fougère**, Chef de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP)

Intervenants

Thomas Delahais, Quadrant Conseil

Sylvain Vanneste, KPMG

Jacques Toulemonde

Un besoin d'évaluer ? Mettre en place une méthode simple pour aider les services à débiter

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

Retour d'expérience de la Direction de l'Audit, du contrôle et de l'évaluation des politiques publiques du Département des Hauts-de-Seine qui a initié, dès 2015, une démarche partagée de diffusion de la culture de l'évaluation auprès de l'ensemble des agents de la collectivité, en s'appuyant sur : d'une part, l'élaboration

d'un guide de l'évaluation des politiques publiques pour lequel des agents de divers services ont été associés ; d'autre part, des temps d'échanges sur les pratiques évaluatives ouverts à tous les agents de la collectivité (« cafés de l'évaluation » sur un rythme trimestriel)

L'enjeu est de sensibiliser les agents à la méthodologie de l'évaluation des politiques, de mettre en lumière les expériences des directions et de les doter d'outils pratiques pouvant être mobilisés dans le pilotage et l'évaluation de leurs actions et dispositifs au quotidien. Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une démarche managériale globale portée par la collectivité (Vision'ère). ■

Animatrice : **Julie Smith**, Directeur général adjoint en charge du Pôle Evaluation, Organisation et Méthodes, Département des Hauts-de-Seine

Intervenants

Célia Lefebvre et **Cécile Misme**, Chargées d'évaluation des politiques publiques à la Direction de l'Audit, du contrôle et de l'évaluation des politiques publiques, Département des Hauts-de-Seine

Caroline Bourret, Chef de projet GRC, Département des Hauts-de-Seine

Les contrats à impact social : l'évaluation et le financement au résultat

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

Le gouvernement a lancé en 2016 un appel à projet pour la mise en œuvre des Contrats à impact social (CIS), adaptation française des Social impact bonds anglo-saxons. Le CIS est un dispositif de financement d'innovations sociales qui vise à améliorer la situation de bénéficiaires tout en générant des coûts évités pour la collectivité. Des financeurs privés se substituent à la puissance publique pour financer cette expérimentation. Si l'opérateur social, porteur du projet, atteint ses objectifs, la puissance publique rembourse les investisseurs voire leur verse une prime en cas de surperformance. Pierre angulaire de ce contrat, l'évaluateur est chargé de vérifier l'atteinte de ses résultats, en fonction d'indicateurs négociés au préalable entre les parties prenantes du contrat. Sélectionnée pour son programme de micro-crédit professionnel en zones rurales isolées, l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) a signé l'un des tous premiers CIS. La séquence a pour objet de présenter un premier retour d'expérience de ce CIS, un an après sa signature, en répondant aux questions suivantes : qu'évalue-t-on dans le cadre d'un CIS ? Constate-t-on des convergences des attentes des parties prenantes en matière d'évaluation ? Quels arbitrages entre recherche d'efficacité et exigence de qualité pour le dispositif d'évaluation ? ■

Animatrice : **Françoise Larpin**, Associée, Directrice nationale Secteur public, KPMG

Intervenants

Thomas Boisson, Chef du Pôle « Economie sociale & solidaire et investissement à impact », Direction générale du Trésor, Ministère de l'Économie et des Finances - Payeur final

Maha Keramane, Responsable entrepreneuriat social et micro-finance Europe, BNP Paribas - Investisseur

Marc Olivier, Responsable ALM et refinancement, Adie - Opérateur social

Eve Durquety, Consultante évaluatrice, KPMG - Evalueur

Innovations et participation citoyenne en évaluation

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

ette séquence vise à présenter des pratiques innovantes dans l'association des citoyens à l'évaluation. D'un côté, la Ville de Toulouse a souhaité évaluer ses accueils périscolaires (2016) en prenant en compte la parole des enfants et des familles. Cette volonté soulève plusieurs questions sur le plan méthodologique : quels outils mettre en œuvre pour recueillir le point de vue d'enfants âgés de 3 à 11 ans ? Quelle place donner à leur parole et quelle légitimité de cette parole face à celle des parents et des professionnels ? Comment apprécier l'impact du Projet éducatif de territoire sur les enfants ? Telles sont les questions que nous proposons d'éclairer dans cette communication, en montrant l'intérêt de la mobilisation des outils qualitatifs propres aux sciences sociales pour ce type de démarche.

De l'autre, à Nantes métropole, le Grand débat de la transition énergétique a été soumis au regard évaluatif d'une communauté de citoyens constituée d'une cinquantaine de personnes. Accompagnée de Planète Publique et Mission publique, la communauté des évaluateurs a eu pour objectif d'améliorer des projets métropolitains expérimentaux. C'est de cette expérience innovante que nous souhaitons témoigner, débattre en restituant les enseignements...mais aussi partager l'enthousiasme suscité, l'exigence démocratique et les engagements à tenir pour la suite. ■

Animateur : **François Ferrere**, Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Intervenants

Catherine Veyrat-Durebex, Chargée de mission Pole dialogue citoyen, évaluation et prospective, Nantes Métropole

Benoît Simon, Directeur associé, Planète Publique

Gaëlle Baron, Toulouse Métropole

Stéphanie Mirouse, Toulouse Métropole

De la modélisation à la construction d'un outil : la création d'un simulateur d'impact du télétravail

17 nov. 14 h - 16 h

L'organisation du travail et de la production connaît de nombreux changements : dématérialisation de l'économie, spécialisation des tâches, distance domicile-travail, coût de l'énergie, saturation des réseaux de transport... Cette évolution profonde a des conséquences sur le développement des territoires.

A ce titre, le CGET est chargé d'élaborer, en copilotage avec la Direction générale de l'administration de la Fonction publique (DGAFP) et la Direction générale du travail (DGT) un plan national de déploiement du télétravail.

Quelle est la place de l'évaluation dans les différentes étapes du pilotage de cette action publique au service de la modernisation ? une démarche collective pour un enjeu nouveau. ■

Animateur : **Marc Laget**, Commissariat général à l'égalité des territoires

Intervenants

Véronique Marchal, Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique

Christelle Akkaoui, Direction Générale du Travail

Karine Babule, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail

Quels apports des CESER dans l'évaluation des politiques régionales ?

17 nov. 15 h - 16 h

La loi NOTRe a confié aux CESER la compétence de contribuer à l'évaluation des politiques publiques régionales.

Les CESER ont officiellement remis leur Livre Blanc au président des Régions de France le 28 septembre 2017.

Les CESER considèrent que l'évaluation peut être un outil essentiel, utile à la reconquête de la visibilité de l'action publique, à la valorisation de l'engagement des élus et des acteurs dans les territoires. L'évaluation doit donc être appréhendée de façon sereine, comme un processus utile et vertueux qu'il faut savoir engager et partager. Ce livre blanc tente d'approcher les fondamentaux de l'évaluation, d'en développer les incidences et d'identifier les conditions de sa réussite.

Il est l'aboutissement d'un énorme travail collectif porté par tous les CESER et leurs représentants : conseillers et chargés de mission.

En parcourant ce livre blanc, le lecteur devrait retenir au moins trois idées clefs et structurantes :

- l'évaluation des politiques publiques doit être appréhendée comme un levier de réussite démocratique ;
- l'évaluation ne peut être séparée ou disjointe des processus de décision, de mise en action et de suivi ;
- l'évaluation n'est en aucun cas un moyen de contrôle, mais plutôt un outil d'aide à la décision. ■

Intervenants

Laurent Degroote, Président de l'Assemblée des CESER de France et président du CESER des Hauts-de-France

Jean-Pierre Hillewaere, Vice-président du CESER Hauts-de-France.



Sessions Controverses

Des ateliers où des thèses différentes s'affrontent et les participants prennent position mais où des consensus peuvent aussi être trouvés !

Format : 1 h

Les sciences comportementales au service de l'action publique

16 nov. 14 h - 15 h

Le SGMAP a investi, depuis deux ans déjà, dans une démarche fondée sur les enseignements des sciences comportementales. Cette approche permet de comprendre quels sont les facteurs d'influence -émotions, normes sociales, résistance au changement, habitudes...- qui pèsent inconsciemment sur la décision des individus et qui expliquent des comportements à risque ou « non-optimaux ». En mobilisant des outils tel que le « nudge », nous abordons les politiques publiques avec une approche scientifique qui permet de comprendre le comportement des citoyens et de trouver le bon levier, la « bonne » incitation pour favoriser un changement dans leur comportement.

Cette séquence consistera en une sensibilisation à ces nouvelles approches et vous donnera des pistes d'actions concrètes illustrés par plusieurs exemples internationaux et locaux. Elle ouvrira une réflexion sur la manière dont ce type de projets basés sur les sciences comportementales peuvent être évalués (quels prérequis méthodologiques ? Quelles spécificités ? Quels enjeux ? etc.) et sur l'apport que peuvent avoir les sciences comportementales dans les évaluations de politiques publiques (Comment prendre en compte les changements comportementaux dans les évaluations ? Comment mobiliser les méthodes issues des sciences comportementales dans l'évaluation des politiques publiques ?). ■

Intervenantes - animatrices

Mariam Chammat, Docteure en neurosciences cognitives, Secrétariat Général à la Modernisation de l'action Publique (SGMAP)

Camille Laporte, Docteure en sciences politiques, Secrétariat Général à la Modernisation de l'action Publique (SGMAP)

Ceci n'est pas une évaluation ! Pourquoi ? Peut-on éviter les amalgames ?

16 nov. 15 h - 16 h

Au cours de ces dix dernières années, on a assisté à une inflation d' "évaluations" - elles en portaient le nom - ainsi qu'à une multiplication d'organismes qui comportaient, dans leur intitulé, le mot "évaluation". Sous une apparence de rigueur scientifique, tous les domaines sont passés au crible de soi-disantes évaluations.

Des philosophes, des chercheurs, des psychanalystes ont vivement dénoncé cette dérive qui repose - selon eux - sur un corpus idéologique bien marqué. *"En ce début de XXIème siècle, en Occident, la folie sociale a pris un nouveau nom, celui d' EVALUATION . Le mot essaime partout. Il est à la fois le dispositif et le symptôme d'un mode de contrôle particulièrement dangereux"* écrivent Alain Abelhauser, Roland Gori et Marie-Jean Sauret dans leur livre *La folie évaluation. Les nouvelles fabriques de la servitude*. Il s'agira donc, dans un premier temps, de réinterroger le concept même d'évaluation et de clarifier le sens des démarches d'évaluation et de l'action publique .

On tentera ensuite d'analyser l'étrange et apparent paradoxe qui se joue entre une frénésie des évaluations et, en même temps, une sorte de phobie de l'évaluation. N'est-on pas en droit de se poser la question de savoir si, aussi bien l'hostilité de principe à l'évaluation que les "fausses" conceptions de l'évaluation ne cachent pas un véritable déni des enjeux de transformation de l'action publique qu'une analyse critique permet d'identifier.

Les intervenants s'attacheront à démontrer que la critique légitime de l'évaluation alibi-contrôle-normalisation-coupe budgétaire ne prend son sens que s'il est mis en avant la nécessité de transformer l'action publique grâce à des évaluations éthiques- démocratiques- pluralistes et partagées.

Enfin, dans une dernière partie, les usages de l'évaluation en tant qu'outil de pilotage de l'action publique seront au cœur du débat. Bien souvent, les amalgames résultent du fait que les décideurs, demandeurs d'évaluations, en attendent des effets de communication, de contrôle ou des effets budgétaires répondant à des enjeux décisionnels immédiats avec des risques d'instrumentalisation importants. Dans ce contexte, il s'agira de démontrer que l'évaluation ne peut se concevoir qu'en rapport avec le pilotage et les autres fonctions d'aide à la décision, tout en cultivant ses spécificités. ■

Animateur : **Jean-Pierre Perrin**, Administrateur de la SFE

Intervenants

Nicolas Matyjasik, Directeur scientifique, stratégie & prospective, Bibliothèques Sans Frontières

Gilles Alfonsi, Directeur adjoint de la direction de la stratégie de l'organisation et de l'évaluation, Département de Seine Saint Denis

Bernard Perret, Ingénieur et socio-économiste

On a tous une raison de ne pas faire de l'évaluation : Quelle est la vôtre ?

16 nov. 16 h - 17 h

Au sein du CGDD, le Bureau des Territoires, engagé depuis près d'une dizaine d'années en faveur de l'évaluation des projets de territoire durable a fait un constat simple : de nombreuses ressources existent pour appuyer les acteurs publics dans la mise en place d'une démarche d'évaluation, mais elles sont pourtant peu nombreuses à passer à l'action. Pour quelles raisons ? Comment les aider à se lancer ? à désamorcer leurs appréhensions ? à jouer cartes sur table et révéler leurs bonnes raisons de ne pas faire de l'évaluation ?

Pour répondre à ces questions, le CGDD a choisi de faire travailler un groupe de porteurs de projets de territoires durable avec le soutien de Strategic Design Scenarios, laboratoire d'innovation durable et publique, spécialisé en design, et Quadrant Conseil, SCOP spécialisée en évaluation de politiques publiques, pour concevoir une solution innovante à ce défi. Cette démarche a permis de constituer un dispositif de préchauffage de l'évaluation qui s'appuie sur un jeu de cartes, lauréat du concours « Futurs Publics 2017 ».

Le principe du jeu est simple : convier les parties prenantes susceptibles d'être mobilisées pour l'évaluation à un cercle de jeu en partant du principe, quelque peu provocateur, qu'« on a tous une bonne raison de ne pas faire de l'évaluation » ... mais que les choses peuvent changer ! En rupture avec les sessions de sensibilisation conventionnels, le jeu de cartes libère un ton décalé, décomplexé les échanges et ouvre un espace plus favorable à l'évaluation ... mais le plus simple est encore de venir l'essayer. ■

Animation :

Karine Sage, Quadrant Conseil

Erwin Riclet, Commissariat général au développement durable (CGDD)

François Jégou, Strategic Design Scenarios

Christophe Gouache, Strategic Design Scenarios

Vincent Honoré, Quadrant Conseil

Mais aussi...

L'évaluation est-elle une science ?

17 nov. 11 h 30 - 12 h 30

Une science peut être définie comme un ensemble de connaissances sur un fait, un domaine, ou un objet, vérifiées par des méthodes expérimentales. La science se base sur l'observation, l'expérimentation, et établit des « lois » qui permettent d'expliquer, logiquement de manière invariable, les résultats observés.

Alors, l'évaluation est-elle une science ? Permet-elle d'établir des « lois » de nature à expliquer les résultats observés ? En a-t-elle les attributs de rigueur et de neutralité

que l'on prête volontiers à la démarche « scientifique » ?

Par ailleurs, à l'heure où la demande de chiffres est de plus en plus forte, où se généralisent de nouvelles méthodes d'évaluation d'impact, d'analyse des coûts/bénéfices, la question interroge également le bon équilibre entre les approches purement quantitatives et de modélisation, et des approches plus expérimentales, sociologiques, comportementales ?

Poser la question de l'évaluation comme science, c'est aussi renvoyer au débat entre science et politique. Si l'évaluation est une science, nos élus en ont-ils conscience ? Est-ce une garantie de prise en compte des résultats par les décideurs publics et de rationalisation de l'action publique à l'heure des alternative facts et de la « science alternative » ? ■

Animateur **Matthieu Lacave**, Directeur associé, Technopolis Group

Intervenants

Corinne Autant Bernard, Responsable scientifique EUROLIO GATE Lyon Saint Etienne, Université Jean Monnet de Saint Etienne

Haitem Ben Hassine, Chargé de mission, Département Economie-Finance, France Stratégie

Un représentant de collectivités territoriales, ministères ou commission européenne

Regards scientifiques croisés sur l'évaluation des politiques publiques

17 nov. 14 h - 16 h

Un sociologue, une économiste, un géographe et un politiste donne leur vision de l'apport de leur discipline respective à l'évaluation des politiques publiques et des complémentarités entre disciplines scientifiques à son service. ■

Animatrice : **Danièle Lamarque**, membre de la Cour des comptes européenne, administratrice de la SFE

Intervenants

Antoinette Baujard, Directrice-adjointe du GATE L-SE, Maître de conférences HDR Sciences Economiques Université Jean Monnet St Etienne

Nicolas Duvoux, Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Descartes (Paris VIII)

Romain Lajarge, Professeur à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de l'Université Grenoble Alpes et directeur du Collège International des Sciences du Territoire

Olivier Rouquan, Politiste, enseignant chercheur au CERSA, université Panthéon Assas (Paris II)

Le processus d'institutionnalisation de l'évaluation est-il controversé ?

17 nov. 14 h -15 h

Le déploiement du nouveau management public et ses instruments de gestion, ne sont pas nécessairement synonymes du développement de l'évaluation de politiques. Ils tendent plutôt à s'y substituer. Cette recherche analyse l'institutionnalisation de l'évaluation de politiques, indépendamment de contraintes descendantes, à l'échelle d'une organisation. Partant du cas de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, elle interroge pourquoi et comment l'évaluation est institutionnalisée dans une organisation et les effets qu'elle produit. L'évaluation de politiques constitue une norme floue qui fait l'objet d'appropriations et d'usages stratégiques par ses protagonistes. Elle prend forme à travers le travail institutionnel des acteurs qui l'investissent parce qu'ils y trouvent un intérêt. Ils en négocient les normes et les usages, contribuant ainsi à définir la nature du changement qu'elle introduit dans les relations sociales et la conduite de l'action publique. Ces acteurs donnent sens et consistance à l'évaluation par la pratique dans la durée, en fonction de la structure sociale, organisationnelle et politique dans laquelle ils s'inscrivent.

Intervenant

Nadia Okbani, Post-doctorante au Centre Emile Durkheim, enseignante à l'Université Paris Descartes et Panthéon-Sorbonne

Les méthodes quanti et quali, irréconciliables ?

17 nov. 14 h -16 h

Le programme des Investissements d'avenir confié au Commissariat général à l'investissement (CGI) en 2010 est un dispositif de soutien public à l'innovation à destination des entreprises, laboratoires de recherche et collectivités. L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (ADEME) est un des opérateurs de ce programme dont l'objectif est de stimuler la croissance, dans le cadre de la transition écologique et énergétique, en encourageant l'innovation et en accompagnant le risque de mise sur le marché.

L'ADEME et le CGI ont souhaité évaluer les effets de ce programme à travers deux démarches d'évaluation complémentaires : une évaluation économétrique des effets sur les entreprises bénéficiaires et une évaluation plus qualitative des résultats et impacts sur les projets soutenus. L'idée est de permettre de couvrir un large champ de questionnements et de confronter les résultats obtenus.

Ces deux démarches ont été testées en 2017 afin de finaliser les méthodologies employées, valider leur robustesse et parvenir à une méthode globale véritablement opérationnelle qui prenne en compte du principe de réa-

lité. La table ronde sera l'occasion de présenter :

- Les préalables nécessaires à la faisabilité de chacune de ces approches compte tenu des données disponibles et de l'objectif attendu de chacune d'elles
- Une analyse comparée des avantages et inconvénients de ces approches méthodologiques
- Les résultats intermédiaires obtenus avec chacune de ces méthodes, 7 ans après le financement des premiers projets

Animateur : **Michel Basset**, Professeur associé IEP de Lyon, Président de la SFE

Intervenants

Sophie Cottet et Marion Monnet, économistes à l'Institut des Politiques Publiques

Virginie Besrest, Quadrant Conseil

Laurence Ould Ferhat et Isabelle Sannié, ADEME

Et encore...

Evaluation globe : échange sur la professionnalisation et la médiatisation de l'évaluation en France

16 nov. 17 h - 18 h

La séquence est proposée dans le cadre du programme de recherche international baptisé « Evaluation globe » supervisé par le Centrum für Evaluation (CEval) allemand dont l'objectif est la rédaction coordonnée d'une analyse comparée de l'institutionnalisation de l'évaluation dans plus de 40 pays. La séquence vise plus précisément à actualiser la connaissance et les perceptions sur l'état de la professionnalisation et de la médiatisation de la pratique évaluative en France. Sur la base d'une grille de questionnement établie sur la base du projet de monographie en cours de rédaction pour la France, les participants sont invités à partager leur expérience et leur réflexion sur le métier d'évaluateur, sa perception et son traitement dans la sphère médiatique comme sa réception dans l'espace public. ■

Animateurs : **Clément Lacouette-Fougère**, Chef de projet, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), et **Benoît Simon**, Directeur associé, Planète Publique

Politiques d'emplois et de formation professionnelle

17 nov. 14 h - 16 h

Quelles productions de compétences pour les actifs au travers des politiques d'orientation, de formation, de travail et d'emploi ? Dans cette perspective, comment évaluer les effets des politiques publiques d'emploi et des dispositifs de formation professionnelle sur les trajectoires professionnelles et le marché du travail ? Ces problématiques sont au cœur des travaux menés par le groupe de travail SFE sur l'évaluation des politiques de formation professionnelle et d'emploi. Créé en 2011, le

groupe contribue à porter au débat public les éléments clés des travaux d'évaluation menés au niveau local, national et international.

Ouvert à l'ensemble des acteurs impliqués dans l'évaluation des politiques d'intérêt général (décideurs, experts, chercheurs, praticiens, bénéficiaires...), qu'elles soient de nature publique ou paritaire, il offre un espace de discussion et d'échange sur les choix opérés en termes de méthode, sur le sens et la portée des résultats et sur les usages sociaux de l'évaluation. Ce travail privilégie l'exploration de thématiques variées, en lien avec les enjeux et les transformations à l'œuvre en matière de politiques d'emploi et de formation professionnelle.

Parmi celles-ci : les conséquences des formations en situation de travail sur la professionnalisation des salariés, les effets du plan « 500 000 formations supplémentaires », la mesure d'impact de la formation sur l'accès à l'emploi des chômeurs, notamment au regard des investissements régionaux en termes de formations qualifiantes, les politiques de formation dans le secteur sanitaire et social, le développement des contrats de professionnalisation, la mesure des compétences des adultes dans les enquêtes internationales (PIAAC, IVQ), la prospective des emplois et des compétences...

Animation par le groupe SFE "Evaluation des politiques d'emploi et de formation professionnelle"

Comment innover dans l'évaluation des politiques d'action sociale ?

17 nov. 9 h 30 - 11 h 30

A l'issue de ses réflexions et travaux sur l'évaluation externe et interne des établissements et services sociaux et médicosociaux, le groupe de travail de la SFE sur l'évaluation des politiques d'action sociale souhaite maintenant ouvrir son champ à l'évaluation de politiques et dispositifs dans le domaine social, en y mobilisant des approches innovantes comme celles du design.

Jeunes et séduisantes, ces pratiques revisitent des questions anciennes... Que peuvent-elles apporter dans l'élaboration et la prise en compte des commandes d'évaluation posées par les autorités nationales et locales ? Comment mieux faire participer, éclairer, rendre accessible la démarche d'évaluation pour tous, décideurs, opérateurs et citoyens ? Quelles innovations ambitieuses et néanmoins réalistes favoriseraient une meilleure appropriation des résultats ?

L'atelier s'ouvrira par la visite guidée du travail de la 27^e région (laboratoire de transformation des politiques publiques) et de Plausible possible sur « l'évaluation engagée ». Fruit des réflexions d'un groupe de professionnels et d'experts retravaillées en mode design en 2015, la 27^e région propose ici un scénario inspirant et 6 bonnes idées pour un processus d'évaluation plus engageant. A notre tour, nous expérimenterons avec les participants, à partir d'exemples concrets et en mode atelier, en quoi ces approches créatives peuvent nous aider à renouveler nos pratiques d'évaluation dans le champ social.

Animation par les membres du groupe SFE "Evaluation des politiques d'action sociale"

Anne Sadoulet, DRJSCS-Responsable de la Mission Régionale et Interdépartementale d'Inspection, Contrôle, Evaluation

François Jousserandot, Consultant, Ecole buissonnière de la créativité

Marc Chauveau, Consultant, Evalueur

Catherine Gerhart, Médecin de santé publique

Et le 15 novembre...

Formation à l'évaluation

« Initiation à l'évaluation des politiques publiques »

Objectif : Comprendre l'utilité et les enjeux de l'évaluation des politiques publiques

Programme :

- Repérer la place de l'évaluation dans le cycle des politiques publiques
- Connaître le cadre général d'une évaluation
- Identifier les principaux bénéfices d'une évaluation
- Identifier les conditions de lancement d'une évaluation
- Organiser le pilotage d'une évaluation
- Utiliser les résultats des évaluations
- Mettre l'évaluation au service d'une autre gouvernance des politiques publiques

Tarifs :

- 350 euros pour les adhérents
- 450 euros pour les non adhérents

[Télécharger le programme et bulletin d'inscription](#)

A noter aussi...

Réunion du réseau "SFE/France Urbaine"

de 14h à 17h

22-28 Rue Joubert - 75009 Paris

Inscriptions

Les **frais d'inscriptions** incluent :

- La participation aux deux jours de conférence
- Les restaurations du midi
- La soirée du 16 novembre

Les montants des frais d'inscription sont les suivants :

- 90 € pour les étudiants, demandeurs d'emploi et retraités adhérents à la SFE
- 200 € pour les adhérents payant personnellement
- 300 € pour les adhérents pris en charge par un organisme
- 450 € pour les non adhérents

Les inscriptions ne seront valides que si le bulletin est validé par l'organisme et/ou accompagné d'un bon de commande ou du règlement.

Pour s'inscrire, c'est ici :
<http://www.sfe-asso.fr/content/inscriptions>

Informations pratiques

L'Usine de Saint-Denis ayant été victime d'un incendie, nous changeons de lieu pour les JFE.

Attention : Nouveau lieu

Les JFE se tiendront au :

Village des Artistes

27 rue Godillot
93400 Saint-Ouen

Accessibilité en transports en commun :

- Métro ligne 13 : arrêt "Mairie de Saint-Ouen"
- Métro ligne 4 : arrêt "Porte de Clignancourt"
Puis prendre le bus 255 en direction de Les Prévoyans : arrêt "Godillot"
- RER C : arrêt "Saint-Ouen"
Puis prendre le bus 85, 173 ou 174 arrêt "Mairie de Saint-Ouen"

Contact et renseignements :

Stéphanie Breton, directrice
01.45.41.58.40 - 06.85.80.31.20 - stephanie.breton@sfe-asso.fr

Contact presse :

Aline Blanc-Tailleur, administratrice en charge des relations presse
07.82.25.41.83 - sfe.ablancporteur@gmail.com

Retrouvez toutes les informations sur les JFE
<http://www.sfe-asso.fr/evenements-sfe/journees-nationales-sfe>



Société Française de l'Évaluation 111 rue de Montreuil – 75011 Paris



Société Française de l'Évaluation

Journées Françaises de l'Évaluation

Mieux décider, mieux piloter

L'évaluation au service d'une nouvelle intelligence de l'action publique

16 et 17 novembre 2017

BULLETIN D'INSCRIPTION

(Adresser à : SFE – 111 rue de Montreuil – 75011 PARIS)

Télécopie : 01-43-48-58-57 E-mail : sfe.secretariat@orange.fr)

N° d'agrément organisme de formation : 11755310175

Nom Prénom

Coordonnées de facturation

Organisme (si les frais d'inscriptions sont pris en charge par l'employeur) :

.....

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :

Fonction exercée :

Organisme de rattachement :

Je m'inscris

☐ au déjeuner du 16 novembre ☐ au déjeuner du 17 novembre ☐ à la soirée du 16 novembre

Je m'engage à verser le montant de la participation forfaitaire de euros

- ☐ 90 euros (étudiants, sans emploi, retraité qui sont adhérents à la SFE)
- ☐ 200 euros (adhérents payants personnellement)
- ☐ 300 euros (adhérents pris en charge par un organisme)
- ☐ 450 euros (non adhérents)

☐ J'accepte que mes coordonnées soient diffusées aux participants à la journée

Fait à le

Signature